

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2006-2007

---

5 DÉCEMBRE 2006

---

**Proposition de résolution relative à la présence de la Belgique au Conseil de sécurité des Nations unies en tant que membre non permanent, du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 31 décembre 2008**

(Déposée par M. Philippe Mahoux et consorts)

---

## DÉVELOPPEMENTS

---

Le 16 octobre 2006, la Belgique a été élue par l'Assemblée générale comme membre non permanent du Conseil de sécurité, pour un mandat de deux ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Lors du vote à l'Assemblée générale, la Belgique a obtenu dès le premier tour de scrutin 180 voix sur les 192 exprimées, soit un rapport de 93,75 % des votes exprimés.

C'est la cinquième fois que la Belgique va siéger comme membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Notre pays a en effet siégé au Conseil en 1947-1948, 1955-1956, 1971-1972 et 1991-1992.

Suite à cette cinquième élection, la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat a organisé des auditions qui ont donné lieu à la présente proposition de résolution.

Les membres non permanents sont élus à bulletins secrets par l'Assemblée générale, pour une période de deux ans. Ceux-ci ne sont pas immédiatement rééligibles et sont renouvelés chaque année par moitié. Les dix sièges de membres non permanents sont répartis de la façon suivante entre les groupes régionaux constitués au sein des Nations unies : trois sièges pour l'Afrique, deux sièges pour l'Asie, deux sièges pour l'Amérique latine, un siège pour l'Europe orientale et un siège pour l'Europe occidentale.

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2006-2007

---

5 DECEMBER 2006

---

**Voorstel van resolutie betreffende de aanwezigheid van België in de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties als niet-permanent lid, van 1 januari 2007 tot 31 december 2008**

(Ingediend door de heer Philippe Mahoux c.s.)

---

## TOELICHTING

---

Op 16 oktober 2006 werd België door de algemene Vergadering verkozen tot niet-permanent lid van de Veiligheidsraad, voor een termijn van twee jaar met ingang van 1 januari 2007.

Reeds bij de eerste stemronde in de algemene Vergadering behaalde België 180 van de 192 uitgebrachte stemmen, of 93,75 % van de uitgebrachte stemmen.

Het is de vijfde maal dat België zitting zal hebben als niet-permanent lid van de Veiligheidsraad. De vorige malen was dat in 1947-1948, 1955-1956, 1971-1972 en 1991-1992.

Ingevolge deze vijfde verkiezing heeft de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging van de Senaat hoorzittingen georganiseerd die geleid hebben tot dit voorstel van resolutie.

De niet-permanente leden worden bij geheime stemming door de algemene Vergadering verkozen voor een periode van twee jaar. Zij zijn niet onmiddellijk herverkiesbaar en elk jaar wordt de helft van hen vervangen. De tien zetels voor de niet-permanente leden worden als volgt verdeeld over de regionale groepen binnen de Verenigde Naties : drie zetels voor Afrika, twee voor Azië, twee voor Latijns-Amerika, één voor Oost-Europa en één voor West-Europa.

À l'instar de la Belgique, l'Afrique du Sud, l'Indonésie et l'Italie ont été élues dès le premier tour de scrutin. Ces pays remplaceront le Danemark, la Grèce, le Japon et la République-Unie de Tanzanie. Le Panama, élu le 7 novembre 2006 au 48<sup>e</sup> tour de scrutin, remplacera l'Argentine.

Outre les cinq membres permanents que sont la Chine, les États-Unis, la Fédération de Russie, la France et le Royaume-Uni, le Conseil de sécurité sera donc composé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007, de l'Afrique du Sud, de la Belgique, du Congo, du Ghana, de l'Indonésie, de l'Italie, du Panama, du Pérou, du Qatar et de la Slovaquie. Dès janvier 2007, un tiers des membres du Conseil de sécurité seront donc aussi des membres de l'Union européenne.

Chaque membre est appelé à exercer la présidence du Conseil. Celle-ci est assurée par les représentants de chaque membre du Conseil de sécurité, pour une durée d'un mois et en suivant l'ordre alphabétique anglais de leurs noms. Le rôle de la présidence consiste à présider les réunions, à déterminer l'agenda, à assurer la circulation de l'information parmi les délégations des membres du Conseil, à représenter le Conseil vis-à-vis des interlocuteurs politiques et de la presse, ainsi qu'à assurer la coordination entre le Conseil de sécurité et le secrétaire général.

Dans un premier temps, au début de son mandat, le président en exercice du Conseil reçoit chacun de ses collègues membres du Conseil en consultation bilatérale. Chacune des délégations peut alors faire part de ses souhaits propres et le président peut alors établir un agenda de travail. Dans un deuxième temps, des propositions de texte peuvent être déposées devant le Conseil par un membre ou la présidence. La Belgique peut ici intensifier son activité diplomatique et mener un travail de fond. Dans un troisième temps, le Conseil peut se pencher sur la proposition de texte, soit parce que le moment est opportun, soit parce qu'une pression est exercée en ce sens par une ou plusieurs délégations. Le texte est alors discuté quant à son opportunité, ensuite sur le fond et enfin quant à sa forme, au cours de « consultations informelles » à huit clos. Ces réunions rassemblent uniquement les délégations des États membres du Conseil ainsi que le secrétaire général. Une dernière étape, ouverte au public et à la presse, consiste à soumettre le texte à l'adoption.

Philippe MAHOUX.  
Christian BROTCORNE.  
Sabine de BETHUNE.  
Josy DUBIÉ.  
François ROELANTS du VIVIER.  
Lionel VANDENBERGHE.  
Paul WILLE.

\*  
\* \*

Samen met België werden Zuid-Afrika, Indonesië en Italië bij de eerste stemronde verkozen. Deze landen vervangen Denemarken, Griekenland, Japan en de Verenigde Republiek van Tanzania. Panama, dat op 7 november 2006 bij de 48e stemronde verkozen werd, vervangt Argentinië.

Naast de vijf permanente leden (China, Frankrijk, de Russische Federatie, de Verenigde Staten, en het Verenigd Koninkrijk), zullen in de Veiligheidsraad vanaf 1 januari 2007 dus ook België, Congo, Ghana, Indonesië, Italië, Panama, Peru, Qatar, Slowakije en Zuid-Afrika zitting hebben. Op dat ogenblik zal een derde van de leden van de Veiligheidsraad dus ook lid zijn van de Europese Unie.

De vertegenwoordigers van elk lid van de Veiligheidsraad nemen beurtelings, in de Engelse alfabetische volgorde van hun naam, voor één maand het voorzitterschap van de Raad waar. De voorzitter zit de vergaderingen voor, bepaalt de agenda, zorgt ervoor dat alle informatie toekomt bij de afvaardigingen van de leden van de Raad, vertegenwoordigt de Raad bij politieke gesprekspartners en in de pers, en zorgt voor de coördinatie tussen de Veiligheidsraad en de Secretaris-Generaal.

In eerste instantie ontvangt de voorzitter van de Raad bij het begin van zijn mandaat elk van zijn collega's in de Raad voor een bilateraal overleg. Elke afvaardiging kan bij deze gelegenheid zijn wensen te kennen geven op grond waarvan de voorzitter een werkschema opstelt. In tweede instantie kan een lid of het voorzitterschap tekstvoorstellen indienen bij de Raad. Dit biedt België de gelegenheid zijn diplomatieke activiteiten op te voeren en inhoudelijk werk te verrichten. In derde instantie kan de Raad het tekstvoorstel onderzoeken, ofwel omdat de tijd daarvoor rijp is, ofwel omdat een of meer delegaties daarop aansturen. Tijdens informele besprekingen met gesloten deuren bespreekt men dan de opportuniteit van de tekst, vervolgens de inhoud en ten slotte de vorm ervan. Aan deze vergaderingen nemen alleen de afvaardigingen van de staten deel die lid zijn van de Raad, alsook de Secretaris-Generaal. De laatste stap, waarbij het publiek en de pers aanwezig kan zijn, is het indienen van de tekst met het oog op de goedkeuring ervan.

\*  
\* \*

**PROPOSITION DE RÉOLUTION**

LE SÉNAT,

A. Rappelant que le principe de la «paix indivisible» constitue un principe essentiel de l'Organisation des Nations unies, et que celui-ci implique que toute rupture de la paix est l'affaire de tous les États membres de l'Organisation;

B. Considérant que parallèlement au principe de «paix indivisible», le maintien de la paix et de la sécurité internationales requièrent une «justice indivisible», compris comme un minimum d'ordre interne nécessaire à la stabilisation de l'ordre international;

C. Considérant que la réforme de l'Organisation des Nations unies doit être guidée par les principes de représentativité et d'efficacité pour lui permettre de remplir son objectif premier, à savoir le maintien de la paix et la sécurité internationales; rappelant à ce propos les recommandations de la commission des Relations extérieures et de la Défense relatives à la réforme des Nations unies, adoptées par le Sénat en sa séance du 16 juin 2005 (Doc. 3-1028/1);

D. Considérant que toute action collective cohérente nécessite pour être efficace la formulation d'un mandat clair conforme à la Charte des Nations unies et aux principes fondamentaux du droit international;

E. Considérant qu'il ne faut recourir aux sanctions que si la paix est menacée et que si tous les moyens diplomatiques ont échoué; que les sanctions économiques demeurent un instrument utile et légitime permettant au Conseil de sécurité d'assurer la paix et la sécurité, mais qu'il s'avère nécessaire de les rendre plus efficaces et plus justes;

F. Considérant le désarmement comme un moyen important d'atteindre la paix et le développement;

G. Considérant que la Belgique peut jouer un rôle moteur sur le plan international en matière de désarmement, étant donné sa législation relative à l'interdiction des armes à sous-munitions ainsi que celle relative à l'interdiction des mines antipersonnel, qui a initié un processus sur le plan international ayant débouché sur la Convention du 18 septembre 1997 sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction;

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

DE SENAAT,

A. eraan herinnerend dat het beginsel van de «onopsplitsbare vrede» een essentieel beginsel van de Verenigde Naties is, dat inhoudt dat iedere schending van de vrede alle lidstaten van de Organisatie aanbelangt;

B. overwegende dat samenhangend met deze «onopsplitsbare vrede», de handhaving van de internationale vrede en veiligheid een «onopsplitsbare justitie» vergt, die begrepen wordt als een minimum aan interne orde die nodig is om de internationale orde te stabiliseren;

C. overwegende dat de hervorming van de Verenigde Naties moet steunen op de beginselen van representativiteit en doeltreffendheid om de organisatie in staat te stellen haar voornaamste doel te bereiken, namelijk het handhaven van de internationale vrede en veiligheid; in dit verband herinnerend aan de aanbevelingen van de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging betreffende de hervorming van de Verenigde Naties, die de Senaat tijdens zijn vergadering van 16 juni 2005 aangenomen heeft (stuk 3-1028/1);

D. overwegende dat om doeltreffend te zijn, ieder coherent collectief optreden een duidelijk mandaat vereist dat overeenstemt met het Handvest van de Verenigde Naties en met de grondbeginselen van het internationale recht;

E. overwegende dat sancties alleen toegepast kunnen worden indien de vrede bedreigd is en alle diplomatieke inspanningen vruchteloos zijn gebleven; dat economische sancties een nuttig en rechtmatig instrument van de Veiligheidsraad blijven om de vrede en veiligheid te handhaven, maar dat gebleken is dat zij doeltreffender en rechtvaardiger moeten worden;

F. overwegende dat ontwapening een belangrijk middel is om vrede en ontwikkeling te bewerkstelligen;

G. overwegende dat België op internationaal vlak een voortrekkersrol kan spelen inzake ontwapening, gelet op onze wetten betreffende het verbod op submunitie en antipersoonsmijnen, die een internationaal proces op gang hebben gebracht dat is uitgemond in het Verdrag inzake het verbod op het gebruik, de opslag, de productie en de overdracht van antipersoonsmijnen en inzake de vernietiging ervan;

H. Rappelant l'article 19 du Traité sur l'Union européenne, et plus particulièrement son paragraphe 1, prévoyant que « Les États membres coordonnent leur action au sein des organisations internationales (...). Ils défendent dans ces enceintes les positions communes. » et son paragraphe 2, disposant que « Les États membres qui sont aussi membres du Conseil de sécurité des Nations unies se concerteront et tiendront les autres États membres pleinement informés. »;

I. Considérant que la responsabilité particulière qui échoit à la Belgique en raison de son siège de membre non permanent au Conseil de sécurité implique que tous les moyens nécessaires soient mis à disposition de sa mission diplomatique au siège des Nations unies;

J. Rappelant enfin les recommandations relatives aux Objectifs du Millénaire pour le Développement, adoptées par le Sénat en sa séance du 24 mars 2005 (Doc. 3-603/8).

DEMANDE au gouvernement fédéral, de profiter de son siège de membre non permanent du Conseil de sécurité du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 31 décembre 2008, pour mettre en œuvre les recommandations suivantes :

### 1) Principes généraux

— hormis les cas de légitime défense en cas d'agression armée, s'opposer à toute action coercitive qui serait déclenchée contre la volonté de l'État sur le territoire duquel l'action est envisagée sans l'autorisation du Conseil de sécurité;

— défendre le principe de la responsabilité de protéger, réaffirmé par la Belgique lors du sommet mondial 2005, étant entendu qu'une intervention du Conseil de sécurité doit être envisagée dès lors qu'il est gravement porté atteinte à la situation des droits de l'homme au sein d'un État;

H. herinnerend aan artikel 19 van het Verdrag van de Europese Unie, inzonderheid paragraaf 1, die het volgende bepaalt: « De lidstaten coördineren hun optreden in internationale organisaties (...). Zij verdedigen in deze fora de gemeenschappelijke standpunten. », en paragraaf 2, die luidt als volgt: « Lidstaten die tevens lid zijn van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties plegen onderling overleg en houden de overige lidstaten volledig op de hoogte. ».

I. overwegende dat de bijzondere verantwoordelijkheid die België nu draagt als niet-permanent lid van de Veiligheidsraad impliceert dat alle nodige middelen ter beschikking gesteld worden van zijn diplomatieke missie bij de Verenigde Naties;

J. herinnerend, ten slotte, aan de aanbevelingen inzake de Millenniumdoelstellingen voor de Ontwikkeling, die de Senaat op 24 maart 2005 heeft aangenomen (stuk 3-603/8),

VRAAGT de Federale regering haar zetel van niet-permanent lid van de Veiligheidsraad gedurende de periode van 1 januari 2007 tot 31 december 2008 te benutten om de volgende aanbevelingen uit te voeren :

### 1) Algemene beginselen

— behalve in gevallen van wettige verdediging bij een gewapende aanval, zich verzetten tegen iedere machtsontplooiing zonder toestemming van de Veiligheidsraad en tegen de wil van de Staat op wiens grondgebied ze plaatsvindt;

— het beginsel van de beschermingsverantwoordelijkheid te verdedigen, zoals België dat tijdens de wereldtop van 2005 gedaan heeft, gelet op het feit dat een optreden van de Veiligheidsraad overwogen moet worden wanneer in een Staat ernstige schendingen van de mensenrechten plaatsvinden;

— défendre les principes essentiels de proportionnalité (1) et de distinction (2) compris dans le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) du 8 juin 1977 et ratifié par la Belgique le 20 mai 1986;

— soutenir la nécessité d'adopter une convention générale sur le terrorisme, définissant celui-ci de façon claire, établissant une distinction entre terrorisme et lutte légitime des peuples pour l'autodétermination et ne réduisant en aucun cas le degré de protection assuré par le droit international humanitaire et les droits de l'homme;

— initier une réflexion sur la possibilité d'appliquer aux conséquences de la guerre un principe de « destructeurs/payeurs », étant entendu qu'il appartient à chacun de répondre de ses actes;

(1) « Une attaque doit être annulée ou interrompue lorsqu'il apparaît que son objectif n'est pas militaire ou qu'il bénéficie d'une protection spéciale ou que l'on peut attendre qu'elle cause incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil, ou une combinaison de ces pertes et dommages, qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu ».

(2) « Les attaques sans discrimination sont interdites. L'expression « attaques sans discrimination » s'entend :

- a) des attaques qui ne sont pas dirigées contre un objectif militaire déterminé;
- b) des attaques dans lesquelles on utilise des méthodes ou moyens de combat qui ne peuvent pas être dirigés contre un objectif militaire déterminé; ou
- c) des attaques dans lesquelles on utilise des méthodes ou moyens de combat dont les effets ne peuvent pas être limités comme le prescrit le présent Protocole;

et qui sont, en conséquence, dans chacun de ces cas, propres à frapper indistinctement des objectifs militaires et des personnes civiles ou des biens de caractère civil ».

Le Protocole poursuit en précisant que « Seront, entre autres, considérés comme effectués sans discrimination les types d'attaques suivants :

- a) les attaques par bombardement, quels que soient les méthodes ou moyens utilisés, qui traitent comme un objectif militaire unique un certain nombre d'objectifs militaires nettement espacés et distincts situés dans une ville, un village ou toute autre zone contenant une concentration analogue de personnes civiles ou de biens de caractère civil;
- b) les attaques dont on peut attendre qu'elles causent incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil, ou une combinaison de ces pertes et dommages, qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu. ».

— de grondbeginselen van proportionaliteit (1) en onderscheid (2) verdedigen die opgenomen zijn in het Aanvullend Protocol bij de Overeenkomsten van Genève van 12 augustus 1949 inzake de bescherming van slachtoffers van internationaal gewapende conflicten (Protocol I), aangenomen op 8 juni 1977 en door België bekrachtigd op 20 mei 1986;

— de noodzaak van een algemeen verdrag over het terrorisme te bepleiten, waarin het terrorisme duidelijk wordt gedefinieerd en er een onderscheid gemaakt wordt tussen het terrorisme en de rechtmatige strijd van volkeren voor het recht op zelfbeschikking, waarbij in geen geval de bescherming die gewaarborgd wordt door het internationale humanitaire recht en de mensenrechten afgebouwd wordt;

— een discussie op gang brengen over de mogelijkheid om op de gevolgen van een oorlog het « vernielers-betaler »-beginsel toe te passen, gelet op het feit dat elkeen verantwoording moet afleggen voor zijn daden;

(1) « Een aanval dient te worden afgelast of opgeschort, wanneer blijkt dat het objectief geen militair objectief is of een bijzondere bescherming geniet, of wanneer blijkt dat de aanval naar kan worden verwacht, mede bijkomend verlies onder de burgerbevolking, verwonding van burgers, schade aan goederen van burgerlijke aard of een combinatie daarvan zou veroorzaken, in een mate welke buitensporig zou zijn in verhouding tot het te verwachten tastbare en rechtstreekse militaire voordeel ».

(2) « Niet-onderscheiden aanvallen zijn verboden. Niet-onderscheiden aanvallen zijn :

- a) aanvallen die niet op een bepaald militair objectief zijn gericht;
- b) aanvallen waarbij gebruik wordt gemaakt van strijdmiddelen of -methoden die niet op een bepaald militair objectief kunnen worden gericht; of
- c) aanvallen waarbij gebruik wordt gemaakt van strijdmiddelen of -methoden waarvan de gevolgen niet kunnen worden beperkt zoals dit Protocol vereist;

en die derhalve in alle genoemde gevallen van aard zijn om zonder onderscheid militaire objectieven en burgers of goederen van burgerlijke aard te treffen. »

Het Protocol bepaalt voorts: « De volgende aanvallen dienen onder andere als niet-onderscheidend te worden beschouwd :

- a) aanvallen door middel van een bombardement, met welke middelen of methoden dan ook, waarbij een aantal duidelijk gescheiden en als zodanig te onderscheiden militaire objectieven, gelegen in een stad, dorp of elke andere streek waarin zich een vergelijkbare concentratie burgers of goederen van burgerlijke aard bevindt, worden aangemerkt als één enkel militair objectief;
- b) aanvallen die, naar kan worden verwacht bijkomend verlies van mensenlevens onder de burgerbevolking, verwonding van burgers, schade aan goederen van burgerlijke aard of een combinatie daarvan ten gevolge zullen hebben, in een mate die buitensporig zou zijn in verhouding tot het verwachte tastbare en rechtstreekse militaire voordeel. ».

## 2) Promotion de la paix

### a. Sur le désarmement

— En matière de lutte contre la prolifération des armes nucléaires, veiller à ce que toute atteinte grave aux engagements internationaux ne reste pas sans réponse de la part du Conseil de sécurité; et à ce titre, soutenir le principe de l'automatisme des sanctions en cas de violation du TNP et soutenir, voire prendre des initiatives en matière de non-prolifération et de désarmement nucléaire afin que le Conseil de sécurité prenne toutes ses responsabilités face aux violations du TNP; enfin, plaider en faveur de la réduction au niveau le plus bas possible des armes nucléaires et l'interdiction définitive des essais nucléaires;

— Prévoir la tenue, au Conseil de sécurité, d'une discussion sur des questions générales liées à la lutte contre la prolifération des armes nucléaires, afin d'aboutir à la création d'un groupe de travail chargé d'examiner l'approche du Conseil en cette matière et de fournir un forum pour discuter de propositions visant à rendre cette lutte plus efficace;

— œuvrer pour que les mesures proposées par la résolution 1540 adoptée le 28 avril 2004 par le Conseil de sécurité relatives à la lutte contre le trafic de matériaux nucléaires et aux détenteurs probables d'armes nucléaires soient le plus rapidement possible mises à exécution;

— encourager les États qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier la Convention du 18 septembre 1997 sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction;

— à l'instar du processus ayant débouché sur l'adoption en 1997 de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, initier un débat au sein des Nations unies sur l'interdiction à l'échelle internationale des armes à sous-munitions pour aboutir à une Convention internationale du même ordre;

— œuvrer activement à l'élaboration d'un traité international sur le commerce des armes, renforçant notamment les critères régissant l'octroi des licences d'exportation ou de transit;

— encourager d'autres États à signer et à ratifier la Convention sur certaines armes classiques (1) et ses protocoles;

(1) Ou « Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination. Genève, 10 octobre 1980. »

## 2) Bevorderen van de vrede

### a. Inzake ontwapening

— inzake de strijd tegen de verspreiding van kernwapens, erop toezien dat iedere ernstige schending van internationale verbintenissen niet zonder gevolg blijft voor de Veiligheidsraad; in dit verband het beginsel steunen van het automatisch opleggen van sancties in geval van schending van het NPV, en initiatieven inzake non-proliferaat en kernontwapening steunen of zelf nemen opdat de Veiligheidsraad de verantwoordelijkheid voor schendingen van het NPV op zich neemt; er ten slotte voor pleiten dat het aantal kernwapens tot een zo laag mogelijk niveau teruggebracht wordt en dat kernproeven voorgoed verboden worden;

— ervoor zorgen dat in de Veiligheidsraad een bespreking wordt gehouden over algemene kwesties betreffende de strijd tegen de verspreiding van kernwapens, die uitmondt in de oprichting van een werkgroep die de aanpak van de Raad terzake moet onderzoeken en als forum kan dienen om voorstellen voor een efficiëntere strijd te bespreken;

— erop toezien dat de maatregelen van resolutie 1540 inzake de bestrijding van de handel in kernmateriaal en mogelijke dragers van kernwapens, die de Veiligheidsraad op 2 april 2004 heeft aangenomen, zo snel mogelijk worden uitgevoerd;

— de Staten die dat nog niet gedaan hebben, aanmoedigen om het Verdrag inzake het verbod op het gebruik, de opslag, de productie en de overdracht van antipersoonsmijnen en inzake de vernietiging ervan, te ondertekenen en te bekrachtigen;

— naar het voorbeeld van het proces dat heeft geleid tot de aanneming in 1997 van het Verdrag inzake het verbod op het gebruik, de opslag, de productie en de overdracht van antipersoonsmijnen en inzake de vernietiging ervan, een discussie binnen de Verenigde Naties op gang brengen over een internationaal verbod op submunitie dat zou uitmonden in een soortgelijk internationaal Verdrag;

— zich actief inzetten voor de totstandkoming van een internationaal verdrag over de wapenhandel, waarbij onder meer de criteria voor het toekennen van uitvoer- of doorvoervergunningen aangescherpt worden;

— andere Staten aanmoedigen om het Verdrag inzake bepaalde conventionele wapens (1) en zijn protocollen te ondertekenen en te bekrachtigen;

(1) Verdrag van 10 oktober 1980 inzake het verbod op of de beperking van het gebruik van bepaalde conventionele wapens die geacht kunnen worden buitensporig leed te veroorzaken of een niet-onderscheidende werking te hebben (Genève, 10 oktober 1980).

*b. Sur la prévention des conflits*

— plaider pour la création, au sein du Conseil de sécurité, d'un Comité pour la prévention des conflits, doté d'un système d'alertes précoces (« *early warning system* ») et dont les principaux objectifs seraient d'identifier les menaces à la paix et à la sécurité internationales — y compris les violations des droits de l'homme —, de rassembler et de communiquer toutes les informations y relatives au Conseil, ceci afin d'accélérer sa capacité de réaction;

*c. Sur les opérations de maintien de la paix et la gestion des situations post-confliktuelles*

— demander la révision des méthodes d'évaluation et de renouvellement des mandats des opérations de maintien de la paix;

— veiller à ce que les opérations de maintien de la paix s'effectuent sur la base d'un mandat clair du Conseil de sécurité;

— profiter du siège de la Belgique au sein du « Comité d'organisation chargé d'élaborer le règlement et de régler les questions d'organisation de la Commission de consolidation de la paix des Nations unies » afin de jouer un rôle actif en matière de gestion des situations post-confliktuelles; de veiller à ce que le Conseil de sécurité demande systématiquement des conseils à la Commission sur la situation de tout pays sortant d'un conflit;

*d. Sur le conflit au Proche-Orient*

— exiger d'Israël qu'il renonce à employer des mesures militaires disproportionnées et dont les effets touchent sans distinction la population civile et les cibles militaires;

— proposer au Quartet d'organiser une conférence de paix internationale dont l'objectif sera la résolution globale de la situation au Proche-Orient avec tous les protagonistes, sur la base des résolutions du Conseil de sécurité;

— œuvrer pour une reconnaissance mutuelle entre l'État d'Israël et l'État de la Palestine;

*e. Sur le Liban*

— en accord avec ses partenaires européens, exercer ensemble toutes les pressions diplomatiques pour que les résolutions 1559 et 1701 du Conseil de sécurité soient effectivement appliquées au plus vite;

*b. Inzake conflictpreventie*

— binnen de Veiligheidsraad pleiten voor de oprichting van een Comité voor conflictpreventie dat kan steunen op een *early warning system* en dat voornamelijk tot doel heeft bedreigingen voor de internationale vrede en veiligheid — met inbegrip van de mensenrechten — op te sporen, informatie daaromtrent te verzamelen en aan de Raad mee te delen zodat hij sneller kan reageren;

*c. Inzake vredeshandhaving en het beheer van post-confliktuele situaties*

— een herziening vragen van de methodes voor de evaluatie en de vernieuwing van de mandaten voor vredeshandhavingsooperaties;

— erop toezien dat vredeshandhavingsooperaties uitgevoerd worden op grond van een duidelijk mandaat van de Veiligheidsraad;

— de zetel van België in het « Organisatiecomité dat belast is met het uitwerken van het reglement en het regelen van organisatiekwesies van de Commissie voor de consolidatie van de Vrede van de Verenigde Naties » te benutten om een actieve rol te spelen in het beheer van post-confliktuele situaties; erop toezien dat de Veiligheidsraad systematisch de Commissie raadpleegt over de toestand in een land dat een conflict achter de rug heeft;

*d. Inzake het conflict in het Midden-Oosten*

— van Israël eisen dat het ophoudt met het gebruik van disproporionele militaire maatregelen die zonder onderscheid zowel de burgerbevolking als militaire doelwitten treffen;

— het Kwartet voorstellen een internationale vredesconferentie te organiseren met als doel het vinden van een totaaloplossing voor de toestand in het Midden-Oosten, met alle protagonisten en op grond van de resoluties van de Veiligheidsraad;

— ervoor ijveren dat de Staat Israël en de Palestijnse Staat elkaar erkennen;

*e. Inzake Libanon*

— in samenspraak met de Europese partners, gezamenlijk diplomatieke druk uitoefenen opdat resoluties 1559 en 1701 van de Veiligheidsraad zo snel mogelijk daadwerkelijk uitgevoerd worden;

*f. Sur l'Afrique*

— plaider pour un soutien accru des Nations unies au processus post-électoral en République démocratique du Congo pour permettre au pays et à l'Afrique centrale de consolider la paix;

— veiller à l'application effective de l'Accord de paix du Darfour signé à Abuja le 5 mai 2006 et de l'« Accord global de paix » signé à Nairobi le 9 janvier 2005 et mettant fin au conflit entre le Nord et le Sud du Soudan.

**3) Sanctions décidées par le Conseil de sécurité**

— toujours privilégier les sanctions économiques ciblées (telles le gel de comptes bancaires étrangers, les restrictions aux voyages, les embargos sur les armes) aux sanctions économiques globales dont les effets sur l'ensemble de la population peuvent s'avérer désastreux;

— plaider pour que le Conseil de sécurité évalue minutieusement les régimes de sanctions existants ou envisagés par les Nations unies, essentiellement à la lumière des répercussions sur la situation humanitaire et les droits économiques, sociaux et culturels de la population;

**4) Coordination avec les autres États membres de l'Union européenne**

— défendre les positions communes de l'Union européenne au sein du Conseil de sécurité, de concert avec les autres États membres de l'Union européenne siégeant au Conseil;

— lorsque le Conseil de sécurité est saisi d'une question ne faisant pas l'objet d'une position commune de l'Union européenne, appliquer systématiquement le paragraphe 2 de l'article 19 du Traité sur l'Union européenne stipulant que « Les États membres qui sont aussi membres du Conseil de sécurité des Nations unies se concerteront et tiendront les autres États membres pleinement informés »;

— veiller, lors du dépôt de propositions de texte devant le Conseil de sécurité, à obtenir l'approbation et le soutien explicite des autres États membres de l'Union européenne siégeant au Conseil de sécurité;

**5) Représentation de la Belgique**

— créer une cellule commune au SPF Affaires étrangères et au ministère de la Défense nationale chargée spécialement du suivi du Conseil de sécurité, et dont les missions seraient la coordination, le soutien administratif et la transmission des informations à la délégation belge à New York;

*f. Inzake Afrika*

— pleiten voor bijkomende ondersteuning door de Verenigde Naties van het post-electorale proces in de Democratische Republiek Congo met het oog op de consolidatie van de vrede in het land en in Midden-Afrika;

— toezien op de daadwerkelijke uitvoering van het Vredesakkoord voor Darfoer dat op 5 mei 2006 in Abuja ondertekend is, en van het « Algemene Vredesakkoord » dat op 9 januari 2005 in Nairobi ondertekend is en een einde maakt aan het conflict tussen Noord- en Zuid-Soedan;

**3) Door de Veiligheidsraad opgelegde sancties**

— steeds specifieke economische sancties (zoals het bevriezen van buitenlandse rekeningen, reisbeperkingen, wapenembargo's) verkiezen boven algemene economische sancties die desastreuze gevolgen voor de bevolking kunnen hebben;

— ervoor pleiten dat de Veiligheidsraad de sancties die de Verenigde Naties hebben opgelegd of overwogen, nauwkeurig evalueert, inzonderheid in het licht van de gevolgen voor de bevolking op humanitair vlak en op het vlak van de economische, sociale en culturele rechten;

**4) Coördinatie met de andere lidstaten van de Europese Unie**

— de gemeenschappelijke standpunten van de Europese Unie binnen de Veiligheidsraad verdedigen, in overleg met de andere lidstaten van de Europese Unie die in de Veiligheidsraad zitting hebben;

— wanneer aan de Veiligheidsraad een kwestie wordt voorgelegd waarover geen gezamenlijk standpunt van de Europese Unie bestaat, stelselmatig paragraaf 2 van artikel 19 van het Verdrag van de Europese Unie toepassen, die luidt als volgt: « Lidstaten die tevens lid zijn van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties plegen onderling overleg en houden de overige lidstaten volledig op de hoogte »;

— bij het indienen van voorstellen in de Veiligheidsraad, zich vergewissen van de uitdrukkelijke instemming en steun van de andere lidstaten van de Europese Unie die zitting hebben in de Veiligheidsraad;

**5) Vertegenwoordiging van België**

— binnen de FOD Buitenlandse Zaken en het ministerie van Landsverdediging een gezamenlijke cel oprichten die speciaal belast is met de follow-up van de activiteiten in de Veiligheidsraad, en met als opdracht de Belgische delegatie in New York te coördineren, administratief te ondersteunen en informatie te verstrekken;



— créer au sein du SPF Affaires étrangères et pour la durée du mandat de la Belgique au Conseil de sécurité, une cellule composée de représentants de la société civile belge, dont le rôle serait d'appuyer la délégation belge à New York afin d'accroître la vigilance en matière de paix, de promotion et de protection de tous les droits humains et libertés fondamentales;

#### **6) Sur le rapport au Parlement**

— à mi-mandat ainsi qu'au terme des deux années en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité, faire rapport au Parlement sur les positions défendues, les propositions déposées et l'activité diplomatique menée au sein de l'Organisation des Nations unies et plus particulièrement au sein du Conseil de sécurité.

28 novembre 2006.

Philippe MAHOUX.  
Christian BROTCORNE.  
Sabine de BETHUNE.  
Josy DUBIÉ.  
François ROELANTS du VIVIER.  
Lionel VANDENBERGHE.  
Paul WILLE.

— binnen de FOD Buitenlandse Zaken en voor de duur van het Belgische mandaat in de Veiligheidsraad, een cel oprichten met vertegenwoordigers van het Belgisch maatschappelijk middenveld, die steun zou verlenen aan de Belgische delegatie in New York opdat de waakzaamheid inzake vrede en de bevordering en bescherming van alle mensenrechten en fundamentele vrijheden toeneemt;

#### **6) Betreffende het verslag aan het Parlement**

— na de helft van het mandaat alsook na afloop van de twee jaren als niet-permanent lid van de Veiligheidsraad, verslag uitbrengen in het Parlement over de verdedigde standpunten, de ingediende voorstellen en de diplomatieke activiteit binnen de Verenigde Naties en de Veiligheidsraad in het bijzonder.

28 november 2006.